

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N°360
1er Octobre 2024
ISSN 1245-0286

Une excellente nouvelle : La liste Front Unique a été enregistrée !

L'orientation du courant Front Unique sera bien soumise au vote des syndiqués de la FSU (du 7 au 28 novembre). Un grand merci aux 185 collègues qui ont répondu à notre appel à candidatures. Notre campagne de collecte, longue et opiniâtre, nous a permis de surmonter l'élévation (de 150 à 160) du nombre de candidats requis pour obtenir la validation de notre liste. Ce résultat doit tout aux efforts et à la mobilisation des militants de notre courant. Merci à eux !

Au Conseil national de la FSU des 24 et 25 septembre 2024, les représentants du courant Front Unique sont intervenus pour que la FSU :

- se place enfin en soutien du peuple palestinien et condamne Israël et ses massacres à Gaza et au Liban ;**
- condamne la politique coloniale de la France en Kanaky et exige la libération immédiate des militants kanaks emprisonnés ;**
- œuvre à la constitution d'un front uni des syndicats contre le budget avec la perspective d'une manifestation à l'Assemblée nationale pour en empêcher l'adoption.**

Intervention FU dans le débat général

Depuis un an, l'État d'Israël massacre sans répit les Palestiniens de Gaza et multiplie les actions terroristes en Cisjordanie. Et désormais, ce sont les civils du Liban qui sont écrasés sous les bombes. Nous interviendrons demain pour présenter une motion pour que notre fédération se place enfin du côté du peuple palestinien et condamne l'État criminel d'Israël. Et pour que notre fédération mène une réelle campagne contre la répression généralisée en France, en particulier dans l'ESR, contre ceux qui tentent d'exprimer leur soutien au peuple palestinien.

Alors qu'à nouveau 2 Kanaks sont morts, tombés sous les balles des forces de répression, nous interviendrons pour que notre fédération se place du côté du peuple kanak, peuple opprimé. Et pour que notre fédération condamne la politique coloniale de l'État français en Kanaky et exige le retrait de ses forces de répression. Pour qu'elle exige également la libération immédiate des militants Kanaks emprisonnés, et en particulier ceux déportés en Métropole.

Venons-en à la situation politique hexagonale. On se souvient que l'appel au « front républicain » lancé par les partis du NFP et la plupart des directions syndicales, a permis l'élection de Borne, de Darmanin et de Wauquiez, ennemis acharnés des travailleurs, des jeunes et des immigrés.

Pour ses promoteurs, le « front républicain » était censé faire barrage aux « idées » du RN. Ce « front républicain » a, d'une part, atténué la défaite de Macron et des partis présidentiels. Mais aussi celle de LR. Mais surtout, il a abouti à la constitution du gouvernement Macron-Barnier dont la composition et le programme en font le plus réactionnaire depuis longtemps. La survie de ce gouvernement dépend totalement du RN. Aussi, Barnier lui a déjà donné de sérieux gages, en particulier pour sa politique contre les immigrés. On peut dire que la nomination de Retailleau à l'intérieur, le plus en pointe des LR sur ce sujet, est très significative.

Avec la crise renforcée du capitalisme français, le gouvernement Macron-Barnier doit amplifier les attaques contre les acquis sociaux. Mais pour accomplir, cette tâche, le gouvernement ne dispose pas de majorité à l'Assemblée Nationale, même relative.

Barnier sait son gouvernement précaire. Aussi, a-t-il décidé de chercher ailleurs le soutien qui lui manque à l'Assemblée. Ses propos prônant le respect des partenaires sociaux, son souhait que les syndicats soient forts, tout cela est on ne peut plus clair.

Il fonde ses plus grands espoirs sur une relance de la concertation dont il a absolument besoin.

Son unique but : obtenir des responsables syndicaux une caution pour ses projets contre les travailleurs, les fonctionnaires, les enseignants, les retraités et les jeunes.

Les dirigeants syndicaux CGT, FSU et Solidaires, dans l'appel au 1^{er} octobre affichent revendiquer l'abrogation de la loi retraites.

Mais pour les responsables de la fonction publique de ces mêmes organisations, l'abrogation, c'est uniquement pour les jours de grève. En effet, tous les représentants des OS de la FP ont écrit à Barnier, le 6 septembre.

Et là, exit l'abrogation, c'est uniquement la suspension de la loi qui est quémandée. Pour eux, celle-ci permettrait d'engager de nouvelles discussions sur les retraites.

Or justement, Barnier est bien décidé à rouvrir le chantier des retraites pas pour l'adoucir, mais au contraire pour aggraver encore les régressions. Pour ce faire, il pourra choisir, parmi les différents scénarios concoctés par le COR, celui qui justifiera ses nouveaux coups.

Il est révoltant que les dirigeants syndicaux acceptent de servir de caution au COR. Et nous continuons à exiger son boycott par notre fédération.

La responsabilité de notre fédération est bien de revendiquer l'abrogation de la réforme des retraites et de refuser toute concertation en ce domaine.

Mais aujourd'hui, l'objectif majeur et le plus urgent du gouvernement, c'est de parvenir à faire adopter son budget de régression. La situation financière de L'État se dégrade de manière accélérée. Aussi, les attaques contre l'enseignement public, contre la santé, les fonctionnaires, l'ESR et l'ensemble des budgets sociaux doivent être amplifiées. D'autant plus que le choix d'augmenter les budgets régaliens est maintenu, à commencer par la hausse massive du budget des armées.

Notre fédération doit donc clairement condamner le projet de budget.

Elle doit s'adresser aux autres organisations syndicales pour qu'elles se prononcent en ce sens et qu'elles constituent un front uni contre le budget. Avec la perspective d'une manifestation massive à l'Assemblée nationale lors de son examen pour en empêcher l'adoption.

Présentation de la motion FU Palestine

Depuis un an, l'État d'Israël poursuit sans interruption le génocide à Gaza. Pas de rentrée scolaire : écoles, lycées et universités ont été systématiquement détruits tout comme les hôpitaux. On dénombre à ce jour plus de 41 000 morts et 95 000 blessés, essentiellement des femmes et des enfants.

En Cisjordanie, les forces armées et les colons multiplient leurs exactions. Selon l'ONU, on comptabilise chaque mois plusieurs centaines d'arrestations dans ce territoire occupé. On dénombre déjà plusieurs centaines de morts de Palestiniens.

Aujourd'hui, l'état sioniste étend son offensive contre le Liban et sa population. Lundi, les frappes ont tué 492 personnes dont 35 enfants et 58 femmes, fait 1 645 blessés et mis sur la route des centaines de milliers de Libanais. Et les bombardements continuent !

La barbarie coloniale perpétrée par l'État sioniste ne pourrait se poursuivre sans le soutien inconditionnel des impérialismes américain, anglais, allemand, français ... Leurs livraisons incessantes d'armes permettent ces massacres.

Rien n'est à attendre de l'ONU. Et plus personne ne croit aux incantations pour une « paix juste et durable » ou à la prétendue « solution à deux États » qui renvoient dos à dos l'opresseur et l'opprimé.

Seule la mobilisation des prolétariats contre leur propre gouvernement peut stopper ce soutien à Israël et faire cesser ce génocide. Il est de la responsabilité des syndicats d'organiser cette mobilisation. Rappelons le rôle central qu'ont joué l'UNEF et la FEN en 1960 dans le combat contre la guerre coloniale de la France en Algérie. Rappelons le combat des étudiants et du prolétariat américain contre la guerre au Vietnam à la fin des années 60 qui y mettra fin.

Notre fédération doit prendre enfin position en défense du peuple palestinien. Elle doit condamner l'État colonial et raciste d'Israël qui massacre à Gaza, en Cisjordanie et au Liban.

Elle doit s'engager dans l'organisation du boycott d'Israël, en particulier du boycott académique des universités israéliennes, impliquées dans le processus de colonisation, y compris militaire.

Elle doit exiger l'arrêt de la répression contre ceux qui expriment leur soutien au peuple palestinien, enseignants, étudiants de Sciences Po, et la levée de toutes les sanctions. En conséquence, elle doit exiger le retrait de la circulaire Retailleau qui orchestre cette répression.

Motion Palestine :

L'État d'Israël poursuit depuis un an le génocide du peuple palestinien à Gaza. Il bénéficie de l'appui inconditionnel et constant des impérialismes américain, anglais, allemand, français... Fort de ces soutiens, Israël a étendu ses massacres en Cisjordanie, et maintenant au Liban.

Le CDFN se prononce pour la défense du peuple palestinien.

Il condamne l'État colonial et raciste d'Israël qui commet ces massacres à Gaza, en Cisjordanie et au Liban.

Il se prononce pour le boycott d'Israël, et en particulier, le boycott académique de ses universités.

Il exige l'arrêt de la répression contre ceux qui expriment leur soutien au peuple palestinien et la levée de toutes les sanctions.

Il exige le retrait de la circulaire Retailleau qui organise cette répression dans l'ESR.

(Pour : 8 / Contre : 65 / Abstentions : 21 / Refus de vote : 15)

Présentation de la motion FU Kanaky

Jeudi 19 septembre 2 jeunes Kanaks ont été assassinés après déjà tant d'autres.

A St Louis depuis des semaines, la population kanak est assiégée et subit des descentes régulières des forces de l'ordre : des méthodes dans la droite ligne de l'apartheid « made in France », fruit d'une longue histoire de barbarie coloniale.

C'est l'adoption de la loi de modification du corps électoral qui a provoqué la légitime mobilisation du peuple kanak contre cette scandaleuse décision coloniale.

Dès le début de la crise, le gouvernement a multiplié l'envoi de troupes de répression. Toutes les institutions de l'État colonial (police, justice, armée) ont été mobilisées contre les Kanaks : état d'urgence, couvre-feu, arrestations, déportations.

Et on voit qu'en Martinique et en Guadeloupe, ce sont les mêmes méthodes que le pouvoir colonial met en œuvre.

La FSU doit dénoncer la répression des Kanaks légitimement mobilisés et se déclarer inconditionnellement à leurs côtés.

Elle doit exiger la libération immédiate des prisonniers politiques kanaks. (**libération** et pas, retour « *au plus vite sur le territoire calédonien* », comme demandé dans le projet du texte action, ce qui signifierait retour en prison !)

Elle doit exiger l'abrogation de la loi de modification du corps électoral.

(**Abrogation !** et pas **suspension** comme demandé dans le projet de texte action, loi déjà suspendue par le gouvernement)

Elle doit exiger le retrait des forces de répression et le rétablissement des libertés démocratiques.

Motion Kanaky :

Le gouvernement français accentue sa violente politique coloniale contre les Kanaks.

Le CDFN de la FSU se place inconditionnellement du côté du peuple kanak, peuple opprimé.

En conséquence, il exige :

- **l'abrogation de la loi de réforme du corps électoral ;**
- **le retrait des forces de répression ;**
- **la levée du couvre-feu et de toutes les mesures de restriction des libertés publiques ;**
- **la libération immédiate des Kanaks emprisonnés.**

(Pour : 10 / Contre : 62 / Abstentions : 7 / Refus de vote : 30)

Présentation de la motion FU Budget

Le 20 août, Attal, premier ministre démissionnaire, envoyait des « lettres-plafonds » à tous les ministères pour mettre en place le gel des dépenses de l'État préfigurant le futur budget.

C'est que la bourgeoisie française, aux abois, exigeait – peu importe le résultat des élections législatives – que soit apportée une réponse aux graves difficultés financières de l'État français.

Le « dérapage » des comptes publics avec un déficit estimé à 5,6% en 2024, loin des 5,1% prévu, nécessite de tailler à la hache dans les budgets dits « sociaux ».

Le 2 septembre, le Trésor remettait une note alarmante sur l'état des finances publiques.

Pour tenir la trajectoire du retour au 3% de déficit, il faudrait trouver « 15 milliards dans le budget 2024 » et « 60 milliards » dans le budget 2025. Cela alors même que Bruno Lemaire avait déjà supprimé 20 milliards de dépenses.

Le nouveau gouvernement compte pleinement satisfaire à ces exigences.

Le 19 septembre, Barnier transmettait aux parlementaires une première ébauche de ce que sera son budget : travail et emploi : 2,3 milliards en moins, aide au développement : 1,3 milliards en moins, transformation de la fonction publique ; 300 millions, l'enseignement supérieur et la recherche : près de 300 millions. Même Sylvie Retailleau, précédente Ministre de l'ESR se sent contrainte de faire semblant de s'émouvoir.

En revanche, en ce qui concerne la Défense, une augmentation de 3,3 milliards est prévue. C'est ainsi qu'il faut comprendre la nomination de Genetet à l'Éducation nationale, plus connue pour être un membre éminent de la commission de Défense de l'Assemblée nationale que pour son intérêt pour l'Éducation. Elle veillera, comme elle le disait avant sa nomination, à ce que soit respecté « à l'euro près » le budget de la Défense en mettant celui de l'Éducation nationale en coupe réglée.

C'est donc un budget de misère pour les travailleurs, les fonctionnaires, l'ESR qui est prévu par le gouvernement Macron-Barnier.

La FSU doit donc organiser sans délai le combat contre ce budget.

Elle doit s'adresser pour cela aux organisations syndicales ouvrières pour qu'elles constituent un front uni face au budget Macron-Barnier.

La FSU doit ouvrir la perspective d'une manifestation massive en direction de l'Assemblée nationale lors du vote du budget pour empêcher son adoption.

Motion : A bas le budget Macron-Barnier !

Dans la continuité des 20 milliards de coupes budgétaires initiées par le gouvernement Macron-Attal-Lemaire, le gouvernement Macron-Barnier prépare un budget drastique d'austérité pour les fonctionnaires, pour l'ESR, pour les budgets sociaux dans leur ensemble.

Le CDFN de la FSU condamne le projet de budget Macron-Barnier.

Il demande à la direction fédérale d'organiser sans attendre le combat contre le budget en œuvrant à la réalisation d'un front uni contre ce budget avec les autres organisations syndicales ouvrières.

Ce front uni devra ouvrir la perspective d'une manifestation massive vers l'Assemblée nationale, au moment du vote du budget, pour en empêcher l'adoption.

(Pour : 5 / Contre : 71 / Abstentions : 11 / Refus de vote : 19)